

La traite avance, l'État peine à suivre

Cartographie de la traite humaine au Luxembourg pour 2019 et 2020 par la Commission consultative des droits de l'Homme

Pierre Sorlut

Janvier 2016, quartier Gare. Une habitante constate une activité étrange dans le bâtiment d'en face. Dans un appartement au deuxième étage, deux Asiatiques en tenue légère accueillent des hommes entre 16 heures et 2 heures. En moyenne une dizaine par soir. À trois reprises, cette voisine observe un homme d'origine asiatique au volant d'un SUV immatriculé au Luxembourg. Il remet des paquets de lingettes hygiéniques à l'une des femmes occupant l'appartement. La résidente du quartier Gare contacte la police. Celle-ci ouvre une enquête. L'appartement est vidé quelques jours plus tard par cet homme. Les policiers remontent la piste. Ils retrouvent sur un site Internet des annonces de femmes dévêtues qui se présentent comme chinoises. La police retrace les numéros de téléphone, remonte jusqu'à cet individu qui se révèle le proxénète et qui est en contact avec une autre dizaine de filles (toutes chinoises sauf une, aucune n'est déclarée). Son compte bancaire révèle des dépôts d'espèce. 61 500 euros déposés en 2015. 38 730 sur les neuf premiers mois de 2016. Son deuxième compte, ouvert auprès d'une banque chinoise, lui permet de payer des billets d'avion ou des chambres d'hôtels. Sept clients sont interrogés. L'un d'entre eux explique que « des massages exécutés par des femmes chinoises » lui ont été proposés alors qu'il mangeait dans le restaurant (chinois) où travaille le proxénète. Ce dernier lui a donné le numéro de téléphone. Son activité de serveur n'est qu'un leurre. L'homme est condamné en 2019 à 36 mois de prison, 28 avec sursis.

Mai 2011. Une danseuse de cabaret porte plainte à la police après avoir été frappée par son patron parce qu'elle refusait une relation sexuelle avec un client. Dans le cadre de leur enquête, les policiers lèvent un *cluster* d'exploitation sexuelle de jeunes filles originaires d'Europe de l'Est. Dans un arrêt final intervenu en 2019, le tenancier du cabaret, un Français, écoperà de 24 mois de peine d'emprisonnement, dont douze avec sursis.

Voici deux cas probants de traite humaine relevés par la Commission consultative des droits de l'Homme (CCDH) dans la partie jurisprudentielle de son rapport 2020-2019, présenté lundi devant les députés, mardi devant la presse. Remis tous les deux ans, ce volumineux travail (131 pages) cartographie les enjeux avec une précision remarquable. Sont repris l'évolution du nombre de victimes, leur profil, leur parcours, leur prise en charge et les suites

judiciaires réservées aux auteurs de l'exploitation.

« Il faut évaluer les moyens dont se dote le Luxembourg pour combattre la traite et en quoi les recommandations élaborées par le rapporteur en 2019 et 2017 sont entendues », introduit le président de la CCDH, Gilbert Pregno. Le psychologue et militant humaniste note entre autres que « le gouvernement et le Parlement [...] font preuve de légèreté, d'insouciance et leur action est vaine, sans aucun effet notable ». Il faudrait s'engager de façon plus déterminée dans l'application du protocole relatif à la convention sur le travail forcé adopté par l'Organisation internationale du travail et transposé par voie légale en décembre 2020. D'une manière générale, le président de la CCDH constate des efforts consentis par l'exécutif, avec davantage de moyens donnés à la police ou encore une meilleure organisation de l'assistance des victimes de la traite, mais il réclame plus de sévérité dans les peines ou encore plus de responsabilisation des acteurs (comme l'Inspection du travail et des mines) pour favoriser l'identification et la poursuite des cas de traites, rendue encore plus compliquée par la pandémie (et le confinement). La CCDH, rapporteur national en la matière, estime d'ailleurs que les chiffres méritent d'être appréciés dans ce contexte.

Sur base de données prodigués par la police, la CCDH a recensé 23 victimes de traite en 2019-2020 (treize puis dix). Dans son deuxième rapport, la CCDH avait identifié 31 victimes. « Les acteurs présents sur le terrain ont fait savoir que, depuis le confinement en mars 2020, l'exploitation sexuelle a été déplacée dans des lieux plus clandestins et que de plus en plus souvent le recrutement de victimes et l'offre de services se fait par Internet et sur les réseaux sociaux, comme Facebook ou Snapchat », écrivent les responsables de la Commission, Fabienne Rossler (secrétaire générale) et Max Mousel (juriste). Ils soulignent en outre que le nouveau code de procédure pénale complique l'accès de la police aux lieux de « débauche », « ce qui a comme effet d'entraver leur travail sur le terrain ». Seuls quatre cas d'exploitation sexuelle ont été identifiés sur ces deux dernières années.

La CCDH constate qu'une grande partie des victimes sont originaires de Chine (six sur 23) ou du Portugal (quatre), alors que les autres nationalités ne comptent qu'un cas. La CCDH relève que cinq (sur 23) viennent d'Union européenne. Neuf des 23 cas ont été relevés dans l'Horeca, la plupart dans

des restaurants asiatiques, cinq dans la construction et quatre dans le travail domestique. Neuf des 23 victimes ont été détectées par la police, quatre par les services d'assistance. Le rapporteur national se félicite d'ailleurs de la rationalisation de l'assistance en octobre 2020 via le rassemblement des portes d'entrée existantes sous le dispositif Info-traite. Les profils des auteurs de traite sont, eux, difficiles à cerner, explique la CCDH, soit parce que la victime ne veut pas porter plainte, soit parce que la personne a quitté le territoire. Le seul pays comptant deux auteurs de traite est la Chine. Aucun des quinze auteurs identifiés n'a la nationalité luxembourgeoise. « D'après les acteurs du terrain, il devient de plus en plus courant que les auteurs exploitent leurs propres nationaux. Cela se confirme notamment pour les ressortissants chinois (exploités dans les restaurants) ainsi que pour les ressortissants portugais (exploités surtout dans le secteur de la construction) », écrivent les auteurs.

Enfin pour ce qui touche à l'exploitation au niveau national, la CCDH relève la longueur des procédures : entre deux et huit ans. En 2019, deux décisions finales de traite des êtres humains ont été rendues. Trois en 2020. La durée de l'emprisonnement varie entre un an et demi (avec sursis partiel) et trois ans et demi (sursis intégral). Le gardienne d'enfants et les soins à domicile constituent aussi des secteurs à risque, après le sexe, la construction et la restauration. Dans certains cas de gardiennage d'enfants, les victimes étaient des personnes exploitées par des membres de la famille. La CCDH met en évidence la condamnation d'un couple originaire de Guinée-Bissau qui avait accueilli une compatriote mineure pour effectuer des tâches ménagères de 5 heures du matin jusqu'au coucher. Le cas de l'adolescente, scolarisée au Grand-Duché, a été rapporté aux autorités par le foyer. Entendue, son institutrice avait constaté que

l'enfant s'endormait régulièrement en classe et arrivait souvent en retard. La Chambre criminelle a retenu que les deux prévenus avaient procédé dans un but de lucre, c'est-à-dire se procurer une aide-ménagère gratuite. Ils ont été condamnés à 42 et 36 mois d'emprisonnement assortis de sursis. Dans le secteur des soins à domicile, la CCDH met le doigt sur des cas de femmes, souvent d'origine polonaise, qui sont recrutées pour quelques mois par des prestataires de services afin de suivre les besoins liés au vieillissement.

La CCDH s'intéresse aussi au devoir de diligence des entreprises en matière de droits humains et aux réticences du gouvernement d'attendre que l'UE bouge sur une initiative réglementaire qui les contraindrait à les respecter. Le rapporteur ressort le dossier Mindgeek, société basée au Luxembourg (d'origine canadienne mais aux multiples ramifications). « Des droits humains sont potentiellement violés via Internet par la mise en ligne et propagation de contenu illégal, représentant des abus sexuels et viols d'enfants, des viols d'adultes, des actes sexuels non consentis ou résultant de l'exploitation sexuelle d'enfants et de personnes victimes de la traite des êtres humains », écrivent les auteurs. En 2019, l'une des plateformes de Mindgeek, Pornhub, a été accusée de diffuser des vidéos de violences sexuelles, notamment à l'égard d'enfants. « Il n'est pas question ici de pornographie et de liberté d'expression, mais de violations de droits humains », s'offusque la CCDH. ●

« Il devient de plus en plus courant que les auteurs de traite des êtres humains exploitent leurs propres nationaux », relève le rapporteur national

Mënschenhandel muss méi streng bestrooft ginn

Vum François Aulner, Fanny Kinsch|Update: 07.12.2021 18:43
Current Time 0:13

Dat ass eng vun den Recommandatioune vun der consultativer Mënscherechtskommissioun an hirem 3. Rapport iwwer de Mënschenhandel.

CCDH iwwer Mënschenhandel / Reportage François Aulner

[Dee gouf dem Parlament an dunn der Press iwwerreicht.](#)

De President vun der CCDH, de Gilbert Pregno huet sech bei der Presentatioun vum Rapport an d'Haut vun engem Mënschenhändler versat a sot, dass Mënschenhandel iwwert déi lescht Joren e bësse méi komplizéiert gi wier, mee: «ech hunn awer och gemierkt, dass wann ech géing ugeklot ginn, da sinn d'Strofen esou geréng, dass dat am Fong fir mech kee Grund ass fir opzehalen.» Dobäi kéim dacks Sursis, also kéint een als Mënschenhändler iwwert déi *Blauäugekeet* nëmme schmunzelen, sou de Gilbert Pregno.

De Max Mousel, Jurist bei der CCDH, deen huet erkläert, dass Mënschenhandel en Delikt ass, op wat 3 bis 5 Joer Prisong stinn. Mat Circonstances aggravantes ka Mënschenhandel e Crime sinn mat bis zu 15 Joer Prisong. Ee vun de verschidde Grënn, firwat d'Riichter dacks keng Circonstances aggravantes zeréckbehalen hätten, wier, dass se dem Behuele vum Affer eng wichteg Roll zougespillt hätten. «Zum Beispill gouf a verschidden Affären berécksiichtegt, dass keen d'Affär forcéiert hätt sech ze prostituéieren oder dass et fräiwëlleg op Lëtzebuerg komm wier a rëm hätt kënne fortgoen», sou de Max Mousel. D'CCDH mengt, et kéint een ewéi a Frankräich eng «Présomption de vulnérabilité » aféieren a verstärkt op Sensibiliséierung a Formatioun, notamment vun de Magistraten, setzen.

Déi consultativ Mënscherechtskommissioun huet eng ganz Serie nei Recommandatiounen an hirem drëtten Rapport formuléiert: Affer misste méi einfach a besser entschiedegt ginn, d'Sammele vu Statistike misst nach weider verbessert ginn, et misst eng Hotline fir Mënschenhandel ginn, et bräicht een dringend Ressourcen fir d'Betreiungsservisser, fir d'Police judiciaire a fir de Parquet, da misste Cliente besser sensibiliséiert gi fir ze wëssen, wéini se riskéieren op e Service zeréckzegräifen, deen op Mënschenhandel berout.

Donieft misst Mënschenhandel gesetzlech eng Kompetenz vun der Gewerbeinspektioun, der Inspection du travail et des mines (ITM) ginn. D'Fabienne Rossler, Generalsekretärin vun der CCDH, sot, et wiere Gespréicher gelaf tëscht der ITM, den Aarbechts- a Justizministären, dem Parquet an der Police, mee virun 2 Wochen hätt den Aarbechtsminister Dan Kersch gesot, dass wier weder erwënscht nach néideg, nach geplangt, well dat an der Praxis souwisou de Fall wier. D'Fabienne Rossler huet awer gewarnt, dass wa Mënschenhandel net gesetzlech eng Kompetenz vun der ITM gëtt an d'Prioritéit bei der ITM änneren, da géing et keng Obligatioun méi ginn, fir sech ëm de Mënschenhandel ze këmmere.

D'Zesummenaarbecht mat den aneren Acteuren am Kampf géint de Mënschenhandel wier besser ginn déi lescht Joren, mee et bleift wéi gesot nach vill Loft no uewen. D'Affer misste méi an de Mëttelpunkt gesat ginn.

Source: <https://www.rtl.lu/news/national/a/1829454.html>

23 Fälle von Menschenhandel

Menschenrechtskommission fordert Politik zum Handeln auf

Luxemburg. Laut dem rezenten Bericht der Beratenden Menschenrechtskommission gibt es im Kampf gegen den Menschenhandel einige Fortschritte. Doch leider gebe es immer noch zu viele Fälle, in denen Menschen ausgebeutet würden. Dabei geht es nicht

nur um Prostitution. Auch in der Baubranche und im Gaststättenbereich komme es immer wieder zu Verstößen, sagt die Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH). In ihrem Bericht für die Jahre 2019 und 2020 spricht die CCDH von 23 mut-

maßlichen Opfern, von denen sechs offiziell von der Polizei als solche identifiziert wurden. Angelockt werden die Menschen oft übers Internet, wo ihnen falsche Versprechungen gemacht werden. Später werden sie dann mit hohen Lohnabzügen für Kost und Logis

abgezockt. Die Opfer waren mehrheitlich männlich.

Die Menschenrechtskommission fordert von der Politik konkrete Maßnahmen, die von einem unabhängigen Gremium evaluiert werden müssen. Zudem müsse der Menschenhandel explizit und gesetzlich festgelegt eine Kompetenz der Gewerbeaufsicht ITM werden.

DS

Härtere Strafen nötig

Bericht der Beratenden Menschenrechtskommission zum Menschenhandel: Etliche Verbesserungen, aber hohe Dunkelziffer

Von Annette Welsch

Menschenhandel hat viele Gesichter. Prostituierte gehören dazu, aber auch Menschen, die im Horeca-Sektor oder dem Bau ausgebeutet werden: Sie werden oft nach Luxemburg gelockt, nicht angemeldet und mit hohen Lohnabzügen für Kost und Logis abgezockt. Zum dritten Mal, seit ihr 2014 diese Aufgabe übertragen wurde, legte die Commission Consultative des Droits de l'Homme (CCDH) ihren Bericht zum Menschenhandel vor. Er erstreckt sich über 2019 und 2020, beruht auf Zahlen der Kriminalpolizei, beschreibt die Situation und ihre Entwicklung, beschäftigt sich aber auch mit Empfehlungen und mit der Art und Weise wie die Regierung die CCDH-Empfehlungen bislang umgesetzt hat.

„Die Datensammlung hat sich zwar verbessert, aber dennoch bilden die präsentierten Zahlen die Realität nicht komplett ab. Wir sind der M23 Opfer von Menschenhandeleinung, dass es eine weitaus größere Dunkelziffer an Opfern des Menschenhandels gibt“, kommentiert Generalsekretärin Fabienne Rossler die 23 mutmaßlichen Opfer, von denen sechs offiziell von der Polizei als solche identifiziert wurden.

Dass die Zahlen von 31 Opfern im vorletzten Zeitraum gesunken sind, hängt laut CCDH mit der Pandemie zusammen, die es schwerer macht, Opfer zu detektieren, vor allem im Bereich der sexuellen Ausbeutung. „Dazu kommt, dass die Rekrutierung der Opfer und viele Aktivitäten im Internet und den sozialen Medien stattfinden, was es der Polizei schwer macht, an die Hintermänner heranzukommen.“

Die Pandemie macht die Aufdeckung schwer

Das Gros der Opfer waren im Gegensatz zum letzten Bericht denn auch Männer, damals waren

zwei Drittel Frauen. Für die Hilfsdienste war es 2020 allerdings vor allem schwer, mit ihnen in Kontakt zu kommen, und durch die Ausgangssperre haben eine Reihe Cabarets geschlossen, die Frauen wurden entweder entlassen oder entschieden sich, in ihr Heimatland zurückzugehen. Und nicht zuletzt das neue Prostitutionsgesetz von 2018 führe zu Problemen, sagt Rossler: „Die Strafprozessordnung wurde insofern abgeändert, als der Zugang der Polizei zu sogenannten lieux de débauche, wie Privatwohnungen, stark eingeschränkt wurde, dafür braucht es ganz präzise Indizien, dass Prostitution stattfindet, was quasi unmöglich zu beweisen ist. Das müsste neu evaluiert werden.“

Es gab diesmal auch kein minderjähriges Opfer. „Wie im letzten Bericht lässt sich feststellen, dass das Alter vor allem im Arbeitsbereich weiter tendenziell steigt.“ Die meisten Opfer kommen aus einem Drittstaat, mit China an erster Stelle, und einer geringeren Zahl aus EU-Ländern mit Portugal an erster Stelle.

Was die Form angeht, so stieg die Zahl der Fälle in der Arbeitswelt, vor allem im Bau, der Horeca und der Hausarbeit. 2019 und 2020 wurde kein Fall von Kinderhandel, Zwangsbettelei und Organhandel detektiert. Durch den Lockdown kam es allerdings zu einem Arbeitskräftemangel, weshalb eine Reihe Betriebe auf Schwarzarbeit zurückgegriffen haben, um ihre Verträge zu erfüllen. Die Schwarzarbeit ist bekanntlich ein Bereich, der sich an der Grenze zum Menschenhandel bewegt.

Menschenhändler kommen vor allem aus China

An sich kann jeder ein Opfer von Menschenhandel melden, die meisten Fälle werden aber von der Polizei aufgedeckt. Die CCDH streicht hier lobend hervor, dass die Ge-

werbeaufsicht ITM vermehrt Opfer entdeckt hat, was bislang nicht der Fall war. Mehr Opfer hat auch die Immigrationsdirektion aufgedeckt und selbstverständlich spielen die Hilfsdienste eine große Rolle.

Rekrutiert werden die Opfer zunehmend im Internet, was ein europäischer Trend ist. In der chinesischen Gemeinschaft geschieht das über chinesische Facebook-Gruppen, wobei neue Technologien es der Polizei schwer machen, dagegen anzugehen. Nicht in jedem Fall liegen Informationen über die Täter des Menschenhandels vor, weil die Opfer keine Anzeige erstatten wollen, freiwillig in ihr Land zurückgingen oder die Ausbeutung im Ausland passierte.

Es gab mindestens 15 Täter, hauptsächlich Männer und größtenteils aus China. Immer öfter werden die eigenen Landsleute ausgebeutet – Chinesen in Restaurants und Portugiesen am Bau. „Die Krise hat dafür gesorgt, dass die Opfer des Menschenhandels noch vulnerabler werden, aber auch, dass Menschen, die sowieso schon weniger privilegiert sind, in der Prekarität leben, weil sie beispielsweise eine unregelmäßige Arbeit haben, keine Sozialversicherung, keinen Zugang zur Gesundheitsvorsorge, keine Wohnung. Sie riskieren, durch diese Situation ausgebeutet zu werden und eventuell auch im Menschenhandel zu landen.“

Rechtsprechung zu milde bei Strafmaß

„Vor vier Jahren hätte ich als Menschenhändler in Luxemburg eine Filiale aufgemacht, da konnte ich machen, was ich wollte“, sagt CCDH-Präsident Gilbert Pregno. „Vor zwei Jahren musste ich schon vorsichtiger sein und heute merke ich, dass die Polizei besser aufgestellt ist, es

gibt Hilfsdienste, an die die Opfer sich wenden können, und die Öffentlichkeit ist sensibler geworden. Allerdings ist die Wahrscheinlichkeit einer Anklage gering und wenn, dann sind die Strafen so gering oder auf Bewährung, dass ich keinen Grund sehe aufzuhören. Über diese Blauäugigkeit muss ich schmunzeln“, bringt Pregno die Hauptkritik auf den Punkt.

Tatsächlich hat der juristische Berater der CCDH, Max Mousel, die Rechtsprechung anhand von fünf Urteilen analysiert – drei definitive Urteile zur sexuellen Ausbeutung und zwei zur Arbeitswelt. Es kam zu fünf Verurteilungen und zwei Freisprüchen bei 24 Opfern. Die Opfer waren exklusiv Frauen und ein Mädchen, die Täter hauptsächlich Männer.

Es kam zu drei Gefängnisstrafen mit teilweiser Bewährung, zwei mit Bewährung, die zwischen einhalb und drei Jahren lagen. In allen Fällen gab es auch Geldstrafen, die zwischen 500 und 10 000 Euro lagen. Von den 24 Opfern hatten nur zwei auf Schadensersatz geklagt und bekamen 5 000 Euro anstelle 29 000 beziehungsweise 2 000 anstelle von verlangten 10 000 Euro zugesprochen.

Menschenhandel ist ein Delikt, auf das drei bis fünf Jahre Gefängnis stehen, bei erschwerenden Umständen können es bis zu 15 Jahre werden. „Erschreckend ist, dass die Richter in den Urteilsbegründungen oft berücksichtigen, wie die Opfer sich benommen haben: Das Opfer habe nahe am Bahnhof gewohnt und hätte weggehen oder weglaufen können, weil es wusste, wo sein Pass lag. In einem Urteil reden sie von einer Frau, die sich prostituiert als 'une fille', kritisiert Mousel. „Die Vulnerabilität müsste als Erschwerung der Tat stärker anerkannt, die Richter stärker sensibilisiert und weitergebildet werden.“

Empfehlungen zum Menschenhandel

Auf politischer Ebene müssten wichtige Aktionspläne gegen den Menschenhandel überarbeitet werden, wie der Nationale Plan selber, der 2020 ausgelaufen ist. Er braucht konkrete Maßnahmen und müsste von einem unabhängigen Organ evaluiert werden. Im aktuellen Nationalen Plan zu Unternehmen und Menschenrechte müsste der Menschenhandel derweil überhaupt einmal berücksichtigt werden. Es müsste auch ein Lieferkettengesetz eingeführt werden, um das Problem an der Wurzel anzupacken,

dass hier ansässige Unternehmen an menschenrechtswidrigen Plattformen beteiligt sind. Das Risiko von unfreiwilliger Geldwäsche sei groß. Auch im Aktionsplan Gleichstellung komme der Menschenhandel zu kurz.

Die CCDH kritisiert zudem, dass es in der nationalen Gesetzgebung derzeit keinen Rahmen gibt, um Personen aus Drittstaaten zu schützen, die sich oft in einer irregulären Situation befinden und so einem großen Risiko ausgesetzt sind, ausgebeutet zu werden. Die wenigen Disposi-

tionen werden derzeit nicht angewandt.

Neben der Überarbeitung des Prostitutionsgesetzes, müsse auch der Zeugenschutz verbessert werden: Luxemburg ist eines der wenigen EU-Länder, das kein Zeugenschutzprogramm hat.

Das Sammeln von Daten und die Zusammenarbeit habe sich dank der Kriminalpolizei stark verbessert, lobt die CCDH, es werde aber dringend ein leistungsfähiges System gebraucht, das es erlaubt, komplette, zuverlässige und kohärente Statistiken zu führen. Es fehlt auch an Personal, so

müsste die Opferschutzabteilung der Kripo, die eine exemplarische Arbeit leiste, um mindestens fünf Leute aufgestockt werden.

Es müsste zudem eine Hotline eingeführt werden, die den Akzent nicht nur auf häusliche Gewalt legt, sondern Opfer aller Arten von Gewalt anspricht.

Die Menschenrechtskommission fordert, dass der Menschenhandel explizit und gesetzlich festgelegt eine Kompetenz der Gewerbeaufsicht wird. Auch sollte die Ausbeutung bei der Hausarbeit genauer untersucht werden.

Härtere Strafen nötig

Bericht der Beratenden Menschenrechtskommission zum Menschenhandel: Etliche Verbesserungen, aber hohe Dunkelziffer

Von Annette Welsch

Menschenhandel hat viele Gesichter. Prostituierte gehören dazu, aber auch Menschen, die im Horeca-Sektor oder dem Bau ausgebeutet werden: Sie werden oft nach Luxemburg gelockt, nicht angemeldet und mit hohen Lohnabzügen für Kost und Logis abgezockt. Zum dritten Mal, seit ihr 2014 diese Aufgabe übertragen wurde, legte die Commission Consultative des Droits de l'Homme (CCDH) ihren Bericht zum Menschenhandel vor. Er erstreckt sich über 2019 und 2020, beruht auf Zahlen der Kriminalpolizei, beschreibt die Situation und ihre Entwicklung, beschäftigt sich aber auch mit Empfehlungen und mit der Art und Weise wie die Regierung die CCDH-Empfehlungen bislang umgesetzt hat.

„Die Datensammlung hat sich zwar verbessert, aber dennoch bilden die präsentierten Zahlen die Realität nicht komplett ab. Wir sind der M23 Opfer von Menschenhandeleinung, dass es eine weitaus größere Dunkelziffer an Opfern des Menschenhandels gibt“, kommentiert Generalsekretärin Fabienne Rossler die 23 mutmaßlichen Opfer, von denen sechs offiziell von der Polizei als solche identifiziert wurden.

Dass die Zahlen von 31 Opfern im vorletzten Zeitraum gesunken sind, hängt laut CCDH mit der Pandemie zusammen, die es schwerer macht, Opfer zu detektieren, vor allem im Bereich der sexuellen Ausbeutung. „Dazu kommt, dass die Rekrutierung der Opfer und viele Aktivitäten im Internet und den sozialen Medien stattfinden, was es der Polizei schwer macht, an die Hintermänner heranzukommen.“

Die Pandemie macht die Aufdeckung schwer

Das Gros der Opfer waren im Gegensatz zum letzten Bericht denn auch Männer, damals waren zwei Drittel Frauen. Für die Hilfsdienste war es 2020 allerdings vor allem schwer, mit ihnen in Kontakt zu kommen, und durch die Ausgangssperre haben eine Reihe Cabarets geschlossen, die Frauen wurden entweder entlassen oder entschieden sich, in ihr Heimatland zurückzugehen. Und nicht zuletzt das neue Prostitutionsgesetz von 2018 führe zu Problemen, sagt Rossler: „Die Strafprozessordnung wurde insofern abgeändert, als der Zugang der Polizei zu sogenannten lieux de débauche, wie Privatwohnungen, stark eingeschränkt wurde, dafür braucht es ganz präzise Indizien, dass Prostitution stattfindet, was quasi unmöglich zu beweisen ist. Das müsste neu evaluiert werden.“

Es gab diesmal auch kein minderjähriges Opfer. „Wie im letzten Bericht lässt sich feststellen, dass das Alter vor allem im Arbeitsbereich weiter tendenziell steigt.“ Die meisten Opfer kommen aus einem Drittstaat, mit China an erster Stelle, und einer geringeren Zahl aus EU-Ländern mit Portugal an erster Stelle.

Was die Form angeht, so stieg die Zahl der Fälle in der Arbeitswelt, vor allem im Bau, der Horeca und



Nicht nur bei der Prostitution ist oft Menschenhandel im Spiel. Auch im Baugewerbe und im Hotel- und Gaststättenbereich werden immer wieder Menschen ausgebeutet.

Foto: Shutterstock

der Hausarbeit. 2019 und 2020 wurde kein Fall von Kinderhandel, Zwangsbedeilei und Organhandel detektiert. Durch den Lockdown kam es allerdings zu einem Arbeitskräftemangel, weshalb eine Reihe Betriebe auf Schwarzarbeit zurückgegriffen haben, um ihre Verträge zu erfüllen. Die Schwarzarbeit ist bekanntlich ein Bereich, der sich an der Grenze zum Menschenhandel bewegt.

Menschenhändler kommen vor allem aus China

An sich kann jeder ein Opfer von Menschenhandel melden, die meisten Fälle werden aber von der Polizei aufgedeckt. Die CCDH streicht hier lobend hervor, dass die Gewerbeaufsicht ITM vermehrt Opfer entdeckt hat, was bislang nicht der Fall war. Mehr Opfer hat auch die Immigrationsdirektion aufgedeckt und selbstverständlich spie-

len die Hilfsdienste eine große Rolle.

Rekrutiert werden die Opfer zunehmend im Internet, was ein europäischer Trend ist. In der chinesischen Gemeinschaft geschieht das über chinesische Facebook-Gruppen, wobei neue Technologien es der Polizei schwer machen, dagegen anzugehen. Nicht in jedem Fall liegen Informationen über die Täter des Menschenhandels vor, weil die Opfer keine Anzeige erstatten wollen, freiwillig in ihr Land zurückgingen oder die Ausbeutung im Ausland passierte.

Es gab mindestens 15 Täter, hauptsächlich Männer und größtenteils aus China. Immer öfter werden die eigenen Landsleute ausgebeutet – Chinesen in Restaurants und Portugiesen am Bau. „Die Krise hat dafür gesorgt, dass die Opfer des Menschenhandels noch vulnerabler werden, aber auch, dass

Menschen, die sowieso schon weniger privilegiert sind, in der Prekarität leben, weil sie beispielsweise eine unregelmäßige Arbeit haben, keine Sozialversicherung, keinen Zugang zur Gesundheitsvorsorge, keine Wohnung. Sie riskieren, durch diese Situation ausgebeutet zu werden und eventuell auch im Menschenhandel zu landen.

Rechtsprechung zu milde bei Strafmaß

„Vor vier Jahren hätte ich als Menschenhändler in Luxemburg eine Filiale aufgemacht, da konnte ich machen, was ich wollte“, sagt CCDH-Präsident Gilbert Pregno. „Vor zwei Jahren musste ich schon vorsichtiger sein und heute merke ich, dass die Polizei besser aufgestellt ist, es gibt Hilfsdienste, an die die Opfer sich wenden können, und die Öffentlichkeit ist sensibler geworden.“

Allerdings ist die Wahrscheinlichkeit einer Anklage gering und wenn, dann sind die Strafen so gering oder auf Bewährung, dass ich keinen Grund sehe aufzuhören. Über diese Blauäugigkeit muss ich schmunzeln“, bringt Pregno die Hauptkritik auf den Punkt.

Tatsächlich hat der juristische Berater der CCDH, Max Mousel, die Rechtsprechung anhand von fünf Urteilen analysiert – drei definitive Urteile zur sexuellen Ausbeutung und zwei zur Arbeitswelt. Es kam zu fünf Verurteilungen und zwei Freisprüchen bei 24 Opfern. Die Opfer waren exklusiv Frauen und ein Mädchen, die Täter hauptsächlich Männer.

Es kam zu drei Gefängnisstrafen mit teilweiser Bewährung, zwei mit Bewährung, die zwischen einhalb und drei Jahren lagen. In allen Fällen gab es auch Geldstrafen, die zwischen 500 und 10 000 Euro lagen. Von den 24 Opfern hatten nur zwei auf Schadensersatz geklagt und bekamen 5 000 Euro anstelle 29 000 beziehungsweise 2 000 anstelle von verlangten 10 000 Euro zugesprochen.

Menschenhandel ist ein Delikt, auf das drei bis fünf Jahre Gefängnis stehen, bei erschwerenden Umständen können es bis zu 15 Jahre werden. „Erschreckend ist, dass die Richter in den Urteilsbegründungen oft berücksichtigen, wie die Opfer sich benommen haben: Das Opfer habe nahe am Bahnhof gewohnt und hätte weggehen oder weglafen können, weil es wusste, wo sein Pass lag. In einem Urteil reden sie von einer Frau, die sich prostituiert als 'une fille', kritisiert Mousel. „Die Vulnerabilität müsste als Erschwerung der Tat stärker anerkannt, die Richter stärker sensibilisiert und weitergebildet werden.“

Empfehlungen zum Menschenhandel

Auf politischer Ebene müssten wichtige Aktionspläne gegen den Menschenhandel überarbeitet werden, wie der Nationale Plan selber, der 2020 ausgelaufen ist. Er braucht konkrete Maßnahmen und müsste von einem unabhängigen Organ evaluiert werden. Im aktuellen Nationalen Plan zu Unternehmen und Menschenrechte müsste der Menschenhandel derweil überhaupt einmal berücksichtigt werden. Es müsste auch ein Lieferkettengesetz eingeführt werden, um das Problem an der Wurzel anzupacken, dass hier ansässige Unternehmen an menschenrechtswidrigen Plattformen beteiligt sind. Das Risiko von unfreiwilliger Geldwäsche sei groß. Auch im Aktionsplan Gleichstellung komme der Menschenhandel zu kurz.

Die CCDH kritisiert zudem, dass es in der nationalen Gesetzgebung derzeit keinen Rahmen gibt, um Personen aus Drittstaaten zu schützen, die sich oft in einer irregulären Situation befinden und so einem großen Risiko ausgesetzt sind, ausgebeutet zu werden. Die wenigen Dispositionen werden derzeit nicht angewandt.

Neben der Überarbeitung des Prostitutionsgesetzes, müsse auch der Zeugenschutz verbessert werden: Luxemburg ist eines der wenigen EU-Länder, das kein Zeugenschutzprogramm hat.

Das Sammeln von Daten und die Zusammenarbeit habe sich dank der Kriminalpolizei stark verbessert, lobt die CCDH, es werde aber dringend ein

leistungsfähiges System gebraucht, das es erlaubt, komplette, zuverlässige und kohärente Statistiken zu führen. Es fehlt auch an Personal, so müsste die Opferschutzabteilung der Kripo, die eine exemplarische Arbeit leiste, um mindestens fünf Leute aufgestockt werden.

Es müsste zudem eine Hotline eingeführt werden, die den Akzent nicht nur auf häusliche Gewalt legt, sondern Opfer aller Arten von Gewalt anspricht.

Die Menschenrechtskommission fordert, dass der Menschenhandel explizit und gesetzlich festgelegt eine Kompetenz der Gewerbeaufsicht wird. Auch sollte die Ausbeutung bei der Hausarbeit genauer untersucht werden.

TRAITE DES ETRES HUMAINS

Des avancées sans cohérence

de Luc Caregari

Le «Rapport sur la Traite des Êtres Humains» constate certaines améliorations, dont de meilleures données et plus de sensibilité publique. En revanche, le chemin de croix des victimes devant les tribunaux reste trop compliqué et risque de contrecarrer les efforts entrepris.

«Il a travaillé au restaurant, notamment au nettoyage et au service entre juillet 2014 et décembre 2016, soit pendant une période extrêmement longue de plus de deux ans, pour un salaire de 500 à 600 euros par mois (...) sans être déclaré. Il travaillait six jours par semaine à raison de 8 à 10 heures par jour. Il n'a reçu ni contrat de travail, ni les 'papiers' qui lui ont été promis.»

Les actes de ce procès, qui s'est déroulé en correctionnelle devant la Cour d'appel, en janvier 2019, sont sans équivoque. Pourtant, les deux hommes indiens, qui exploitaient deux travailleurs sans papiers pakistanais dans leur restaurant, s'en sont sortis avec 30 mois de sursis intégral, des amendes de 6.000 euros et la confiscation de leurs portables. Les victimes ont eu droit à 5.000 euros d'indemnisation. Des miettes par rapport à l'argent qui a été gagné sur leur dos et la pénibilité de la vie qu'ils ont dû mener.

Fin août 2021, [Reporter.lu](#) avait publié un reportage sur une affaire similaire. Les victimes du restaurateur népalais décrit dans cet article n'en sont qu'au début des procédures. Elles devront pourtant se doter d'un souffle long. Selon le [«Rapport sur la traite des êtres humains»](#) les procès venus à terme entre 2019 et 2020 avaient duré entre trois et presque huit ans.

Plus de moyens pour la police judiciaire

Le rapport que la Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH) doit présenter tous les deux ans à la Chambre des Députés, dans son rôle de rapporteur national sur la traite des êtres humains, est le troisième de la sorte. Pour Gilbert Pregno, le président de la CCDH, les choses se sont améliorées depuis le premier rapport, mais il reste encore quelques montagnes à grimper.

«Si j'étais un trafiquant d'êtres humains, il y a quatre ans, j'aurais ouvert une succursale au Luxembourg. Deux ans plus tard, je serais devenu un peu plus attentif. Par exemple, si j'étais proxénète, j'aurais tenu une liste de mes clients. Aujourd'hui, ce serait un peu plus compliqué pour moi: l'opinion publique est plus sensible, la police a plus de moyens et l'Inspection du Travail est plus attentive. Pourtant, les conséquences éventuelles d'un procès seraient tellement minimales que je continuerais», c'est ainsi que Gilbert Pregno a résumé la situation de la traite humaine au Luxembourg.

L'image dépeinte par le rapport est complexe. Sur la période 2019-2020, 23 victimes ont été identifiées, 17 autres sont présumées. Sur ces 23, 13 sont des hommes. Ce qui confirme la tendance d'une augmentation de l'exploitation par le travail - au détriment de l'exploitation sexuelle.

La pandémie a rendu les victimes plus vulnérables et moins visibles. “ Fabienne Rossler, secrétaire générale de la CCDH

Pourtant, il ne faut pas perdre de vue l'impact de la pandémie. La secrétaire générale de la CCDH, Fabienne Rossler, explique: «Pendant le couvre-feu, la prostitution s'est déplacée davantage dans des lieux privés. Le recrutement des clients se fait de plus en plus virtuellement. Donc la police a du mal à suivre. La pandémie a rendu les victimes plus vulnérables et moins visibles.» Surtout que la loi de 2018 «renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution» comporte un effet pervers: le contrôle des «lieux de débauche» situés dans le privé est devenu presque impossible, note le rapport.

S'y ajoute que les contrôles de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) ont aussi dû faire face aux restrictions sanitaires. À la reprise, «beaucoup de patrons ont eu un besoin accru de main d'œuvre et ont donc recouru au travail au noir», précise Fabienne Rossler. N'empêche que la situation est bien meilleure maintenant, concernant les données disponibles: «La police judiciaire a fait de vrais efforts pour nous livrer des chiffres précis. Les inspecteurs de l'ITM sont également devenus beaucoup plus sensibles à la problématique. Ce sont de vraies avancées qu'il convient de saluer», ajoute Gilbert Pregno.

Si les chiffres sont à prendre avec précaution, le chemin des victimes vers la justice ressemble souvent à un parcours du combattant. D'abord, il faut être détecté et reconnu en tant que victime de la traite pour entrer dans le système.

Au Luxembourg, la seule instance habilitée à reconnaître ces victimes est la police judiciaire.

Des revendications balayées d'un revers de la main

La CCDH revendique depuis des années que les inspecteurs de l'ITM soient aussi habilités à constater des infractions dans le domaine de la traite. Un rendez-vous pris avec le ministère du Travail en amont de la rédaction du rapport a calmé les audaces de la CCDH. Le ministre a opposé une fin de non-recevoir à la demande de réforme de la loi sur l'ITM.

Contacté par *Reporter.lu*, le porte-parole du ministre avance: «Le cadre légal actuel sur la traite des êtres humains permet déjà à l'ITM - même sans changement de la loi - de contrôler les aspects concernant le droit du travail et du travail forcé et de retenir les infractions dans un procès-verbal avant de les transmettre à la police et au Parquet.»

La même chose vaut pour le Centre Commun de la Sécurité Sociale (CCSS), qui pourrait détecter des situations suspectes surtout dans les domaines des aides-ménagères, aides-soignantes et filles au pair. La demande de la CCDH que les fonctionnaires devraient être formés à informer l'ITM a été balayée d'un revers de la main.

Certains acteurs ont fait (...) part qu'une application trop généreuse de cette disposition aurait comme conséquence que toute une série de personnes demanderaient alors un tel titre de séjour et qu'il y aurait des risques d'abus.“ Rapport de la CCDH sur la traite des êtres humains

Alors que le premier écueil pour les victimes est de se faire reconnaître. Des chiffres que *Reporter.lu* a pu obtenir du service «Info Traite» l'indiquent: En 2020, le service a identifié 22 victimes et en présume 11 autres (dont trois qui ne voulaient pas rencontrer la police). Pour 2021, 30 victimes ont été identifiées - dont 15 qui l'ont déjà été en 2020 - et quatre sont présumées.

«Info Traite» est souvent le point de contact entre les victimes et la police judiciaire. Le service, dont l'adresse est tenue secrète, accompagne ceux qui en font la demande à travers tout le procès.

Une autre difficulté est celle de la confiance dans les autorités publiques. Ainsi, le rapport de la CCDH mentionne plusieurs problèmes qui pourraient démotiver une victime de porter plainte. Le Luxembourg est un des seuls pays européens à ne pas disposer d'un programme de protection des témoins. Alors que les auteurs de traite sur les êtres humains sont souvent soit issus de la même communauté, soit des membres de la même famille - qui peuvent donc exercer une pression sur les victimes.

Pour celles en séjour irrégulier, il existe une possibilité d'obtenir un titre de séjour si les conditions de travail sont reconnues comme abusives. Or, depuis l'introduction de cet article dans la loi sur la libre circulation en 2012, aucun titre n'a été délivré. Le rapport note à ce sujet: «Certains acteurs ont fait (...) part qu'une application trop généreuse de cette disposition aurait comme conséquence que toute une série de personnes demanderaient alors un tel titre de séjour et qu'il y aurait des risques d'abus.»

Plan d'Action National non-renouvelé depuis 2016

Le Plan d'Action National (PAN) contre la traite des êtres humains date de 2016 et n'a pas été renouvelé en 2020. Et la ratification du protocole «P029» de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) contre le travail forcé est resté coquille vide. Le protocole a en effet été transcrit par un article unique dans la loi luxembourgeoise, sans que des mesures de transposition ne soient envisagées: «Un coup d'épée dans l'eau, l'expression d'une sorte d'impuissance inexcusable», commente Gilbert Pregno.

Si les victimes ont dépassé les premiers stades et leur cas est accepté par les tribunaux, elles risquent de nouvelles déceptions.«L'écoute des victimes laisse à désirer», constate Fabienne Rossler. Et ce ne serait pas la faute au Parquet. L'analyse contenue dans le rapport constate que dans la majorité des cas, le ministère public met en avant les circonstances aggravantes propres à la traite des êtres humains, mais que ce sont les tribunaux qui pour la plupart ne les

reconnaissent pas. Ce qui amènerait à une «correctionnalisation» des crimes poursuivis, qui ne sont alors reconnus qu'en tant que délits.

Sur les procès qui se sont déroulés entre 2019 et 2020, 13 circonstances aggravantes ont été demandées, trois ont été retenues. Fabienne Rossler met en avant aussi le manque de tact de certains magistrats. Ainsi, dans un procès concernant des prostituées chinoises, le juge les traitait de «filles». Des «filles» qui n'ont eu droit à aucune indemnité, les peines de leurs exploiters étant largement assorties de sursis.

L'indemnisation des victimes est un autre point faible de la prise en charge des victimes de la traite au Luxembourg. Déjà que les victimes sont souvent mal informées de leurs droits en tant que parties civiles, elles sont difficiles à obtenir surtout dans les cas d'exploitation au travail. Car les tribunaux estiment que cet aspect relèverait de la justice du travail. En tendance générale, les indemnités restent largement en-dessous des bénéfices supposés engrangés par les auteurs.

Circonstances aggravantes non-reconnues par les tribunaux

La CCDH n'est pas seule dans sa critique. Le «Trafficking in Persons Report» du Département d'État américain, qui chaque année fait le point sur la situation mondiale de la traite, reconnaît que le Luxembourg remplit les critères minimaux, mais critique aussi les condamnations pas assez sévères des trafiquants d'êtres humains. Un état des faits qui poserait problème aux victimes potentielles et affaiblirait les efforts pour venir à bout des problèmes.

Les questions que *Reporter.lu* a posées aux porte-parole du Parquet sont restées sans réponses, malgré un délai raisonnable. Interpellé par la rédaction, le ministère de la Justice invoque la séparation des pouvoirs avant de mettre en avant: «Nous reconnaissons les critiques du rapport et avons donné aux autorités américaines les explications nécessaires.» Pour la porte-parole du ministère, il demeure clair que les sursis prononcés restent dans le giron de la loi, quand «les personnes concernées ont par exemple un casier vierge». Elle ne voulait pas se prononcer sur les indemnités, qui sont une affaire des juges.

Du moins, quelques améliorations se dessinent à l'horizon. Selon le ministère, le nouveau Plan d'Action National serait en train d'être finalisé et dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Benelux, le sujet de l'exploitation par le travail «sera au centre des discussions».

Source : <https://www.reporter.lu/luxembourg-traite-des-etres-humains-des-avancees-sans-coherence/>

Ausbeutung und Menschenhandel

Zwar gibt es im Kampf gegen Menschenhandel Fortschritte. Dies hat kürzlich die Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH) bestätigt. Trotzdem gebe es immer noch viel zu viele Fälle der Ausbeutung von Menschen, was sich nicht nur auf Prostitution bezieht, sondern auch auf die Branchen Bau und Gastronomie, so die beratende Menschenrechtskommission. Die CCDH verzeichnete für die Jahre 2019 und 2020 23 mutmaßliche Opfer von Menschenhandel, angelockt per Internet und falschen Versprechen. Die Dunkelziffer dürfte deutlich höher liegen. Die Menschenrechtskommission fordert daher von der Polizei konkrete und von einem unabhängigen Gremium evaluierte Maßnahmen.

Au-pair in Luxemburg

Zwischen Austausch und Ausbeutung

Foto: Eric Engel



von [Janina Strötgen](#)

25. Januar 2022

Immer mehr junge Menschen nutzen die Gelegenheit, in Luxemburg als Au-pair zu leben und zu arbeiten. Doch sobald Konflikte mit der Gastfamilie auftreten, ist das Au-pair auch hierzulande nicht hinreichend geschützt. Die Rufe nach mehr staatlicher Kontrolle werden lauter.

Sie wollte nur noch nach Hause. Tränen der Erleichterung liefen ihr über das Gesicht, als Maria* Anfang Januar endlich im Flugzeug saß und in ihr Heimatland zurückfliegen konnte. „Vor einem halben Jahr bin ich mit großen Erwartungen nach Luxemburg gekommen“, erzählt sie.

Luxemburg sei ja bekanntlich das Land der großen Möglichkeiten für Ausländer aus aller Welt. „Doch das gilt nur für reiche Expats, für Au-pairs wie mich gibt es hier weder Schutz noch Unterstützung. Viele von uns werden einfach nur ausgebeutet“, berichtet die junge Frau.

Eigentlich sollte es sich um eine klassische Win-Win-Situation handeln: Die Gasteltern werden entlastet, ihre Kinder bekommen eine weitere Bezugsperson und das Au-pair lernt relativ kostengünstig ein neues Land, neue Sprachen und ein neues Familienleben kennen. Ein Vertrag regelt Rechte und Pflichten der Beteiligten. Es gibt Kinderbetreuung gegen Kulturaustausch in einem geschützten Raum für alle.

Doch scheint der geschützte Raum häufig nur so lange zu bestehen, bis Konflikte auftreten. *Reporter.lu* hat mit mehreren Au-pairs, aber auch mit Gasteltern gesprochen, die bestätigen, dass die Betreuung der Au-pairs bei Problemen mit ihrer Gastfamilie nicht hinreichend gewährleistet ist. Auch die Nationale Menschenrechtskommission warnt in ihrem [aktuellen Bericht zum Menschenhandel](#) vor Missbrauch und spricht sich für eine verstärkte staatliche Kontrolle des Au-pair-Programms aus.

Mehr Missbrauch und Konflikte

Der „Service National de la Jeunesse“ (SNJ), der für das Programm in Luxemburg verantwortlich ist, ist sich einiger Probleme bewusst und versucht, Schwachstellen zu verbessern. Und doch wird auch Kritik an der Handhabung von Konflikten laut.

Es habe im Laufe der Zeit einen Mentalitätswechsel gegeben, beobachtet eine Gastmutter, die seit mehreren Jahren selbst Au-pairs bei sich zu Hause aufnimmt und nur unter Wahrung der Anonymität mit *Reporter.lu* sprach. Immer mehr Familien würden das Programm ausnutzen, um

an billige Arbeitskraft zu kommen. Die Grundidee, nämlich der Kulturaustausch auf Augenhöhe (au pair), würde dabei oft missachtet.

Unbezahlte Überstunden, Haushaltsarbeiten wie Putzen und Einkaufen, eine Behandlung zweiter Klasse: Die Schilderungen betroffener Au-pairs bestätigen diese These. Eine junge Frau erzählt, sie habe nur unter der Woche duschen dürfen, nicht aber am Wochenende. Eine weitere bekam anderes Essen als die Familie, meist die Reste vom Vortag. Und eine andere Frau musste weiterarbeiten und im Haushalt helfen, obwohl sie erkrankt war.

„Die Kinder sagten die ganze Zeit, dass ich ihre Angestellte sei und für sie sauber machen solle, oft berührten sie meine Brust oder meinen Hintern. Ich sagte es der Gastmutter mehrmals und sie lachte nur. Es gab keinen Respekt“, schildert Maria die Situation, die ihren Aufenthalt im Dezember letzten Jahres frühzeitig abgebrochen hat.

Der SNJ als Mediationsorgan

Auch sie hatte sich Unterstützung vom SNJ erhofft, schrieb die Verantwortliche des Programms an und äußerte den Wunsch, die Familie zu wechseln. „Uns wird gesagt, der SNJ ist da, um uns zu helfen. Das ist aber falsch. Er handelt im Interesse der Gastfamilien. Gibt es Probleme, werden die Au-pairs unter Druck gesetzt und aufgefordert, in ihr Heimatland zurückzukehren“, erzählt die junge Frau. „Es ist sehr schwierig, diese Dinge allein durchzustehen und keine Unterstützung durch die Behörden zu erfahren.“

Für die allermeisten Familien steht weiterhin der kulturelle Austausch im Vordergrund, Konfliktsituationen bleiben die Ausnahme.“*Nathalie Schirtz, SNJ*

Der SNJ widerspricht und will die Vorwürfe so nicht gelten lassen. „Wir probieren, unsere Türen für beide Seiten weit aufzumachen“, sagt Nathalie Schirtz, stellvertretende Direktorin des SNJ. Gebe es Konflikte, würden beide Parteien zur Mediation mit dem SNJ geladen. „Bei uns handelt es sich um einen geschützten Raum. Wir sind neutral“, sagt die Verantwortliche für das Au-pair-Programm. Sie nimmt die Vorwürfe ernst und hat auch Erklärungen für die wachsende Unzufriedenheit mit dem Programm.

Der erste Grund sei rein rechnerischer Natur. Seit das Programm mit [einem Gesetz im Jahr 2013](#) etabliert wurde, ist die Anzahl der Austausche jährlich gestiegen. Während 2014 noch 142 junge Menschen einen Antrag stellten, als Au-pair in Luxemburg zu leben, waren es im Jahr 2020 bereits 226, wie aus [Statistiken des Bildungsministeriums](#) hervorgeht. Im letzten Jahr nahmen 222 junge Frauen und vier junge Männer an dem Programm teil, sie kamen überwiegend von den Philippinen (61), aus Kamerun (27) aus Brasilien (17) und aus Madagaskar (17). Die Au-pairs waren im Durchschnitt 24 Jahre alt.

„Gehen die Austausche insgesamt in die Höhe, ist es logisch, wenn auch die Konfliktsituationen proportional ansteigen“, sagt Nathalie Schirtz. „Für die allermeisten Familien steht der kulturelle Austausch weiterhin im Vordergrund“, so ihre Überzeugung, „Konfliktsituationen bleiben die Ausnahme.“

Präventive Konfliktvermeidung

Auf den ersten Blick scheinen die Zahlen diese These zu bestätigen. 19 Mal wechselte das Au-pair während des Aufenthalts die Familie, bei 15 Familien und ihren Au-pairs musste die Mediation eingeschaltet werden.

Dass es darüber hinaus jedoch weitere Konfliktsituationen gegeben hat, die von der Statistik nicht erfasst werden, weiß auch Nathalie Schirtz. Es komme immer wieder vor, dass nicht beide Parteien bereit seien, sich an einen Tisch zu setzen. „In diesen Fällen sprechen wir einzeln mit den Betroffenen, oft auch per Telefon“, erklärt die Leiterin des Programms. All diese Fälle tauchen in der Statistik nicht auf, ebenso wenig wie jene, die nicht bis zum SNJ durchdringen, sondern etwa durch einen frühzeitigen, eigenverantwortlich organisierten Abbruch beendet werden.

Die Menschenrechtskommission legt der Regierung nahe, das Gesetz zu verbessern, um einen höheren Schutz der betroffenen Personen zu gewährleisten.“*Bericht über Menschenhandel*

Um „Konflikte zu vermeiden und jeder Art von Missbrauch vorzubeugen“, wie es im Tätigkeitsbericht von 2020 heißt, wolle sich der SNJ in Zukunft verstärkt auf die präventive Konfliktvermeidung konzentrieren und die Kontrollmechanismen verschärfen. Das im Februar 2013 verabschiedete Gesetz zum Empfang von Au-pairs regelt die Rahmenbedingungen und schreibt Rechte und Pflichten sowohl der Gastfamilie als auch des Au-pairs vor. So darf die Teilnahme des Au-pairs an den täglichen Familienaufgaben, wie Kinderbetreuung und Haushalt, dem Gesetz nach nicht Hauptzweck seines Aufenthaltes sein und nicht mehr als fünf Stunden pro Tag und 25 Stunden pro Woche betragen.

Sowohl die Familie als auch das Au-pair müssen im Vorfeld einen Antrag auf Zulassung stellen, der vom SNJ geprüft und gegebenenfalls gebilligt wird. Eine individuell ausgearbeitete Konvention zwischen der Gastfamilie und dem Au-pair soll bereits im Vorfeld für Klarheit sorgen. „Bei der Ausarbeitung der Konventionen sind wir im Laufe der Jahre strenger geworden“, sagt Nathalie Schirtz vom SNJ. „Es sind oft Kleinigkeiten, die zu großen Konflikten führen können“, weiß sie aus den Erfahrungen der letzten Jahre. „Da geht das Gesetz nicht weit genug.“

Deshalb achte der SNJ verstärkt darauf, dass die Konvention über die im Gesetz festgeschriebenen Rahmenbedingungen hinaus gehe und auch Fragen, wie jene zu Reisekosten oder zur Beteiligung an Familienurlaube im Voraus kläre. „Das erspart böse Überraschungen für alle Beteiligten“, so Nathalie Schirtz.

Eine fragwürdige Privatisierung

Mit dem Ziel, die Betreuung der Au-pairs zu verbessern und bereits bei der Vermittlung passender Familien zu helfen, hat der SNJ zudem Anfang letzten Jahres eine Agentur engagiert. Als direkter Ansprechpartner vor Ort sollte „LuxAuPair“ sowohl für suchende Familien als auch

für Au-pairs eine Anlaufstelle bieten, die über die beliebten Online-Plattformen wie „aupairworld.com“ oder „greataupair.com“ hinausgeht.

Doch die Agentur scheint nicht sehr aktiv zu sein. *Reporter.lu* hat trotz wiederholter Versuche der Kontaktaufnahme keine Antwort von den Verantwortlichen der Agentur zu ihrer Arbeitsweise erhalten. Nathalie Schirtz vom SNJ betont zwar, in regelmäßigem Kontakt mit der Privatfirma zu sein, bestätigt aber auch, dass die Dienstleistungen der Agentur bis heute kaum genutzt würden. „Eine Analyse ist im Gang“, sagt sie. „Wir planen eine Umfrage bei den aktuellen Gastfamilien, um herauszufinden, warum sie diesen Service nicht in Anspruch nehmen.“

Die Menschenrechtskommission kritisiert in ihrem Bericht ausdrücklich die Abgabe der Verantwortung an private Agenturen und spricht sich für eine stärkere staatliche Kontrolle aus. Vereinbarungen zwischen einem Au-pair und einer Gastfamilie könnten derzeit auch inoffiziell geschlossen werden und sich somit den Kontrollmechanismen des Bildungsministeriums entziehen, heißt es in dem Bericht.

Die Kommission legt der Regierung ausdrücklich nahe, das Gesetz anzupassen, um die Mängel zu beheben und einen größeren Schutz für die betroffenen Personen zu gewährleisten. Mit ausgeweiteter Verantwortlichkeit könnte auch der SNJ Missbrauch aktiver bekämpfen. So könnte Luxemburg vielleicht auch seinem Ruf als „das Land der Möglichkeiten für Ausländer aus aller Welt“, wie Maria das Großherzogtum beschrieb, ein Stück weit gerechter werden.

Source: <https://www.reporter.lu/luxemburg-au-pair-zwischen-austausch-und-ausbeutung/>